



PANORAMA DE PRESSE

11/12/2019

Groupe les Républicains

SOMMAIRE

ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE

(3 articles)

LE FIGARO

mercredi 11 décembre
2019

Les députés veulent bannir tubes de dentifrice et barils de lessive en plastique (830 mots)

« Il s'agit en fait de passer du tout-jetable au tout-réutilisable, ce qui nécessite des changements profonds » ENTOURAGE DE...

Page 5

l'Humanité

mercredi 11 décembre
2019

Au Sénat, la droite prend Macron au mot (582 mots)

La Chambre haute est revenue sur la suppression de l'ISF en créant un « impôt sur la fortune improductive » dans son projet...

Page 7

l'Humanité

mercredi 11 décembre
2019

Filmer la police deviendra-t-il bientôt un délit ? (631 mots)

Le sénateur LR Jean-Pierre Grand veut interdire toute captation d'images des policiers, officiellement pour garantir « leur... »

Page 8

LES RÉPUBLICAINS

(2 articles)

Libération

mercredi 11 décembre
2019

Erik Tegnér bientôt exclu de LR pour ses penchants RN (802 mots)

Affaire classée ? Les Républicains étaient sur le point, mardi, d'exclure le jeune militant Erik Tegnér, accusé d'avoir prêté...

Page 10

LE FIGARO

mercredi 11 décembre
2019

Xavier Bertrand fait l'éloge du simulateur de retraite (442 mots)

UN SIMPLE OUTIL informatique aurait-il permis d'éviter l'embrasement social auquel se heurte le gouvernement ? Xavier Bertr...

Page 12

GOUVERNEMENT

(6 articles)

l'Opinion

mercredi 11 décembre
2019

Pour la macronie, le Premier ministre reste un mystère (767 mots)

« Philippe est exceptionnel, mais je ne sais pas ce qu'il pense. Quand il me parle,...

Page 14

l'Opinion
mercredi 11 décembre
2019

Retraites :Philippe à quitte ou double (1563 mots)

Si la grève reste très soutenue à la SNCF et à la RATP et le trafic quasi nul, dans les rues, la mobilisation a fortement d...

Page 16

l'Opinion
mercredi 11 décembre
2019

Jean-Baptiste Djebbari, un pilote dans la tempête des retraites

(1130 mots)

Jean-Baptiste Djebbari, le secrétaire d'Etat aux Transports. ...

Page 18

Libération
mercredi 11 décembre
2019

LREM : la grève «fait partie du cérémonial» (750 mots)

Les retraites, lui, il connaît un tout petit peu. Avant d'être élu député (LREM) des Français de l'étranger, Roland Lescure...

Page 20

Le Monde
mercredi 11 décembre
2019

Blanquer Le début d'une ambition (3826 mots)

Quand il arrive dans un courant d'air, ils se lèvent et le silence se fait, d'un coup. Ce 14 novembre, petit matin glacé Je...

Page 22

Le Monde
mercredi 11 décembre
2019

Delevoye, maillon affaibli du gouvernement (983 mots)

Longtemps considéré comme une pièce maîtresse dans l'équipe d'Emmanuel Macron, Jean-Paul Delevoye est-il en train d'en deve...

Page 27

FAITS DU JOUR

(1 article)

LE FIGARO
mercredi 11 décembre
2019

Gilles Le Gendre : « Nous assumons totalement le risque politique » (1844 mots)

LE FIGARO. - Comment le groupe majoritaire aborde-t-il cette réforme ? ...

Page 30

ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE

Les députés veulent bannir tubes de dentifrice et barils de lessive en plastique

L'Assemblée nationale a voté la fin des emballages à usage unique d'ici 2040.

INDUSTRIE Exit les tubes de dentifrice, les bouteilles de shampoing ou les bidons de lessive ? C'est en tout cas le sort qui leur est promis d'ici vingt ans, selon un amendement voté lundi par les députés, dans le cadre de la discussion du projet de loi antigaspillage à l'Assemblée nationale. Celui-ci fixe ainsi à 2040 un « objectif de fin de mise sur le marché des emballages plastique à usage unique ». Non pas les pailles, gobelets ou couverts en plastique qui seront interdits dès 2021. Mais bien tous les emballages conçus dans cette matière. Qu'ils soient ménagers ou industriels, recyclés ou non.

C'est un véritable bouleversement. Évoquée en creux lors de la discussion du texte au Sénat, cette révolution était ardemment poussée par certaines ONG dans un contexte de « plastic bashing ». C'était aussi une des préconisations du Conseil économique, social et environnemental. Mais c'est la première fois qu'une date est précisément actée.

La décision a surpris beaucoup d'acteurs. Car les volumes en jeu sont considérables : plus de 2,2 millions de tonnes de plastiques par an selon les professionnels des emballages plastique (Elipso). Soit près de la moitié des plastiques utilisés en France chaque année. Sont concernés à la fois les contenants des produits de grande consommation, mais aussi les films plastique ou encore les énormes contenants sur les chantiers. Rien que sur les boissons, les fabricants mettront 13,4 milliards de bouteilles PET sur le marché en 2022.

Pas de solution unique

« Il s'agit en fait de passer du tout-jetable au tout-réutilisable, ce qui nécessite des changements profonds », souligne-t-on dans l'entourage de Brune Poirson, qui soutient l'amendement. Pour la secrétaire d'État, dont le projet de consigne pour recyclage a pris du plomb dans l'aile, c'est aussi un moyen d'avancer sur l'épineuse question du plastique.



Près de la moitié des plastiques utilisés en France chaque année, soit 2,2 millions de tonnes, sont concernés par l'objectif de fin de mise sur le marché. Photo : ROY PEDERSEN - STOCK.ADOBE.COM

Dans l'industrie agroalimentaire (deux tiers des emballages plastique), on dénonce une décision incohérente avec les engagements pris, notamment celui « d'augmenter de 20 % le taux d'incorporation de plastiques recyclés d'ici 2025 » et de construire une « nouvelle économie des plastiques basée sur 100 % d'emballages collectés et recyclés », selon les agro-industriels de l'Ania. Même son de cloche chez les professionnels de l'hygiène, beauté, entretien, et leurs fournisseurs. « Cette interdiction irréaliste néglige les conséquences pour les 38 000 collaborateurs du secteur de l'emballage plastique » s'indigne Françoise Andres, présidente d'Elipso.

Beaucoup d'industriels ont déjà avancé sur le recyclage (50 % des bouteilles et flacons en plastique) mais butent sur la mise en place de vraies alternatives vertes. En coulisses, la plupart des embouteilleurs estiment par exemple que le plastique reste la solution la plus pratique, voire, s'il est recyclé, la mieux disante écologiquement face au verre recyclé ou au plastique vierge ou réemployé. Un discours peu audible sur une matière pour le moins décriée.

Parmi les alternatives : le vrac qui pourrait passer de 1 à 10 % des produits de grande consommation d'ici 2040 selon Réseau Vrac. « On pourrait rapidement passer de 355 à 8 000 magasins 100 % vrac », estime Célia Rennesson, sa directrice générale. Mais difficile pour le moment de vendre tout le dentifrice ou de l'huile d'olive dans des contenants réutilisables.

Les professionnels demandent donc à circonscrire plus posément les contours du projet. Et insistent : aucune solution unique ne peut être trouvée, les emballages plastique « jetables » recouvrant des dizaines de types et d'usages différents. L'expérience récente montre que la plus grande précaution reste de mise sur les alternatives développées. Il y a trois ans, les industriels du plastique ont été poussés à miser sur les plastiques biosourcés et compostables, pour répondre à l'interdiction prévue des sacs plastiques à usage unique dans les grandes surfaces. Trois ans plus tard, leur impact environnemental fait débat. Mais entretemps, une filière s'est développée, em-

ployant « *plus de deux mille de salariés*
» selon le Club Bio-Plastiques. Si bien

que ces sacs ne devraient pas être in-
terdits à court terme. | ■

par *Olivia Détrouyat@oliviader*

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ «*Il s'agit en fait de passer du tout-jetable au tout-réutilisable, ce qui nécessite des changements profonds* » EN-
TOURAGE DE BRUNE POIRSON, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DE LA MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCO-
LOGIQUE





POLITIQUE

Au Sénat, la droite prend Macron au mot

La Chambre haute est revenue sur la suppression de l'ISF en créant un « impôt sur la fortune improductive » dans son projet de budget voté hier. C'est l'Assemblée qui aura cependant le dernier mot.

Le gouvernement n'a pas fini d'entendre parler des cadeaux qu'il fait aux plus riches. Si les gilets jaunes réclament depuis plus d'un an le retour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), c'est du côté du Sénat qu'est venue la dernière offensive. La Chambre haute, qui a adopté hier le projet de budget pour 2020, a voté un amendement qui transforme l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), héritier atrophie de l'ISF, en « impôt sur la fortune improductive ». Les sénateurs LR, majoritaires au palais du Luxembourg, entendent prendre le président de la République au mot. Emmanuel Macron avait assuré que la suppression de l'ISF allait permettre aux plus fortunés de relancer l'économie par l'investissement. Une théorie du ruissellement contredite en octobre dernier dans un rapport publié par la commission des Finances du Sénat.

L'étude, réalisée par les sénateurs Vincent Eblé (PS) et Albéric de Montgolfier (LR), montre pour commencer que les cent plus importants contribuables soumis à l'ISF ont gagné 1,2 million d'euros chacun en 2018 avec la suppression de cet impôt. Se sont-ils pressés d'investir les sommes économisées, comme les y invitait le gouvernement ? Absolument pas.

Les investissements ont majoritairement été

tournés vers l'étranger...

Le rapport prouve que les dépenses de consommation et l'épargne ont été largement privilégiées. Et les investissements, quand ils ont été réalisés, ont majoritairement été tournés vers l'étranger... L'impôt sur la fortune improductive « répond exactement à l'intention exprimée par le président de la République lorsqu'il a supprimé l'ISF », apprécie Albéric de Montgolfier, qui a assuré pendant les débats vouloir taxer « tout ce qui ne contribue pas à l'économie réelle ».

Celui qui est également rapporteur général du budget au Sénat s'est en outre étonné de l'écart entre l'objectif officiel du gouvernement et la réforme de 2017. « De manière assez étrange, on a exonéré les liquidités, les diamants, les cryptomonnaies, les bitcoins, l'or, les yachts, même si on a fait des taxes un peu bidon sur les yachts », a lancé le sénateur, qui précise que « les liquidités représentent 12 % du patrimoine taxable des redevables de l'ISF 2017, soit 75 milliards d'euros susceptibles de ruisseler vers les entreprises ».

Les sénateurs PS et PCF n'ont pas soutenu l'amendement LR

La secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher a émis un avis défavorable devant cet amendement, qui sera

sans doute écarté en dernière lecture à l'Assemblée nationale. Un sort qu'a déjà connu une proposition du Modem, lors de la suppression de l'ISF en 2017. Le deuxième groupe qui compose la majorité parlementaire voulait déjà, à l'époque, fléchir les ristournes fiscales vers des investissements réels. « Ce qui doit aller dans l'économie, on l'exonère, le reste, non », plaidait Marc Fesneau, président du groupe Modem, depuis entré au gouvernement. Peine perdue, tant le rapport de l'exécutif à l'ISF est « bien plus idéologique que pragmatique », comme le déplore Vincent Eblé. Les sénateurs PS et PCF n'ont par contre pas soutenu l'amendement LR créant l'impôt sur la fortune improductive. « Ce n'est pas la bonne réponse. Si vous aviez été dans la rue, vous auriez entendu les revendications : au-delà des retraites, c'est l'injustice fiscale et sociale qui mobilise les Français. La fracture ne fait que s'aggraver », a argumenté l'élue PCF Éric Bocquet, qui invite à un retour de l'ISF dans une version modernisée et améliorée, dans le cadre d'une réforme fiscale d'ampleur. ■

par Aurélien Soucheyre





SOCIÉTÉ

Filmer la police deviendra-t-il bientôt un délit ?

Le sénateur LR Jean-Pierre Grand veut interdire toute captation d'images des policiers, officiellement pour garantir « leur sécurité ». En réalité, le texte pourrait favoriser leur impunité.

La justice sera-t-elle, demain, uniquement mobilisée pour condamner ceux qui filment des violences policières, plutôt que pour sanctionner ceux qui les commettent ? C'est au fond le sens des trois amendements signés par le sénateur LR de l'Hérault Jean-Pierre Grand, le 3 décembre dernier, dans le cadre de la proposition de loi dite de « lutte contre la haine sur Internet », défendue par la députée (LaREM) Laetitia Avia. Adopté par l'Assemblée nationale en juillet dernier, ce texte doit être discuté en séance publique, au Sénat, le 17 décembre. Une occasion immanquable, a jugé notre élu LR, pour satisfaire au désir de « protection » des policiers...

Le sénateur Grand propose ainsi de restreindre la loi de 1881 sur la liberté de la presse en infligeant une amende de 15 000 euros en cas de « diffusion, sans l'accord de l'intéressé, de l'image des fonctionnaires de la police nationale, de militaires ou d'agents des douanes ». Et même d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le simple fait de « fixer, enregistrer ou transmettre » ces images. De fait, contrairement à ce que certains tentent de faire croire lors d'échanges musclés avec des manifestants, le fait de filmer des policiers en pleine action – ou exaction – et de diffuser ces vidéos s'avère parfaitement légal. Jean-Pierre Grand le rappelle d'ailleurs lui-même dans l'exposé

des motifs de son amendement : « La liberté de l'information, qu'elle soit le fait de la presse ou d'un simple particulier, prime ainsi sur le droit au respect de l'image ou de la vie privée dès lors que cette liberté n'est pas dévoyée par une atteinte à la dignité de la personne ou au secret de l'enquête ou de l'instruction. » Seuls certains fonctionnaires, comme ceux du Raid, du GIGN, ou des services de renseignements, font exception et peuvent bénéficier du respect de l'anonymat.

Trois amendements liberticides

Les amendements du sénateur Grand veulent étendre cet anonymat à tous les fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre, afin de garantir « leur sécurité ». Le 5 décembre, deux syndicats de policiers, Alternative police (CFDT) et Unité SGP police FO, s'étaient émus de plusieurs courriers de menace, reçus par des policiers, et signés de l'acronyme Acab, pour « All Cops Are Bastards » (« Tous les flics sont des salauds »). Quatre lettres qu'un agent de Seine-et-Marne avait aussi retrouvées sur la porte de son appartement, le 7 décembre. Des faits d'une « extrême gravité », avait estimé Christophe Castaner.

De quoi inciter le gouvernement à soutenir les amendements LR ? On ne voit pas ce qui l'en empêcherait. Début 2019, la majorité avait déjà re-

pris à son compte un autre texte de la droite sénatoriale, baptisée loi anticasseurs, qui instaurait des interdictions préventives de manifester, un délit de dissimulation volontaire du visage, et autorisait les fouilles de sacs et de véhicules aux abords et dans les défilés. Seule la première disposition avait finalement été censurée par le Conseil constitutionnel, avant la promulgation du texte en avril. Contacté mardi, le ministère de l'Intérieur n'a pas indiqué à l'Humanité s'il soutiendrait ces amendements.

Plus d'images, plus de procès...

Sur Twitter, le journaliste David Dufrasne, qui répertorie depuis un an les violences policières sur son compte, comme l'avocat Arié Alimi, ont alerté sur cette menace pour la « liberté d'informer », évoquant même pour ce dernier la « fin de l'État de droit ». De fait, le vote de telles dispositions renforcerait notablement l'impunité dont bénéficient déjà les fonctionnaires violents. Si, le 21 novembre dernier, un CRS a pu être traduit devant la justice pour avoir jeté un pavé sur le cortège des manifestants du 1er Mai, c'est uniquement parce qu'il avait été filmé par des passants. Demain, si le texte est voté, ce sont donc les passants qui seront conduits au tribunal. ■

par Alexandre Fache



LES RÉPUBLICAINS



EXPRESSO

Erik Tegnér bientôt exclu de LR pour ses penchants RN

Auditionné mardi par la nouvelle direction plus modérée du parti, le militant brièvement encarté au Front national et partisan de «l'union des droites» devrait voir son exclusion officialisée ce mercredi.

Affaire classée ? Les Républicains étaient sur le point, mardi, d'exclure le jeune militant Erik Tegnér, accusé d'avoir prêché avec trop d'insistance une alliance entre son parti et l'extrême droite. L'intéressé a comparu dans la matinée devant la fédération LR de Paris, dont il est membre. Sauf surprise, celle-ci devrait prononcer ce mercredi soir une éviction que Tegnér hésitait encore mardi à contester. Manière pour la direction de LR de réaffirmer son veto à tout rapprochement avec le RN, la procédure, à laquelle se sont opposés plusieurs élus, a aussi souligné le malaise d'un parti pris en tenaille entre lepénisme et macronisme.

«Il n'y a pas photo, ils vont m'exclure», jugeait Tegnér mardi à l'issue d'une audition «tendue», qui l'a notamment opposé au secrétaire général du parti, Aurélien Pradié, et à la présidente de la fédération parisienne, Agnès Evren. «On m'a demandé si j'avais des liens matériels avec des élus du RN ou encore si je soutiendrais Marion Maréchal en 2022. J'ai répondu que la question ne se posait pas, puisqu'elle était retirée de la politique.» Un interrogatoire qui signe, affirme-t-il «l'OPA des centristes» sur le parti.

L'offre du militant, qui a proposé de renoncer à toute présence médiatique, n'a pas trouvé preneur. «Il est libre de s'exprimer, mais plus au nom de LR, tranche Aurélien Pradié. A la question "si vous deviez choisir entre Marion Maréchal et un candidat LR,

pouvez-vous affirmer que vous choisiriez ce dernier ?", il a refusé de répondre, avouant clairement qu'il œuvre pour Mme Le Pen. Nous allons donc proposer de lui rendre sa liberté.»

«Déwauquiezisation»

Adhérent LR depuis 2012 après une éphémère prise de carte au FN, postulant malheureux à la présidence des Jeunes Républicains en 2017, Tegnér prône le rassemblement des «conservateurs» de tous partis au sein d'une vaste «union des droites». Et il le fait savoir sur les réseaux sociaux mais aussi au fil de ses nombreuses interventions médiatiques. Le jeune homme est moins proche d'un RN pour lequel il n'a, au fond, guère d'estime, que de Marion Maréchal, point de rencontre de la droite et de l'extrême droite. Il a œuvré, fin juin, à l'organisation d'un dîner entre cette dernière et plusieurs élus LR ; en septembre, il était partie prenante d'une Convention de la droite réunissant les amis de l'ex-élue du Vaucluse.

Manifestement toléré sous la présidence de Laurent Wauquiez, cet activisme lui a valu les foudres quasi immédiates de la nouvelle direction de LR. En tout cas celles du secrétaire général et député du Lot Aurélien Pradié, son plus audible détracteur : «Ça m'insupporte de voir cette génération ne pas croire en sa famille politique», confiait récemment celui-ci. «On n'est pas obligés de garder ceux

qui nous tapent sur la tête à longueur de journée», a-t-il répété début décembre devant le conseil national de LR, dont deux membres contestaient sa décision.

A leur image, plusieurs élus LR, pas tous favorables à l'«union des droites», se sont opposés à l'exclusion de Tegnér. Au nom de la «liberté d'expression», mais aussi de l'équité de traitement entre les partisans de cette ligne et les tenants d'un rapprochement avec la majorité. Quelques-uns ont estimé qu'Erik Tegnér n'avait pas formellement franchi la «ligne rouge», à savoir un soutien électoral ou militant au RN.

Celui-ci s'est en outre efforcé d'entraîner dans sa cause tous les «conservateurs» de LR, favorables ou non à l'«union des droites». En s'identifiant comme une victime parmi d'autres de la supposée «déwauquiezisation» du parti : «C'est-à-dire que les éléments les plus conservateurs sont soit mis de côté, soit menacés d'exclusion, soit on leur dit : tu es bien gentil, mais tu te tais», a-t-il dénoncé dans une vidéo postée sur Twitter. Dans le *Figaro*, une récente tribune du polémiste Eric Zemmour volait au secours du jeune homme, soi-disant victime de «chiraquiens qui estiment qu'on peut s'allier à LREM, mais pas au RN».

Publicité

Autant de manières de jouer sur le

malaise d'une partie de la base LR face au recentrage du mouvement sous la direction de son nouveau président Christian Jacob, et à l'investiture par LR de plusieurs candidats aux municipales également soutenus par La République en marche. Après s'être prononcé pour son exclusion, «j'ai reçu beaucoup plus de retours soulagés que de critiques», assurait toutefois, il y a peu, Aurélien Pradié. Quoiqu'il ait toujours évoqué une dé-

cision «collective», le secrétaire général se voit désormais désigné, par les partisans de Tegnér, comme un redoutable épurateur.

En rompant le lien avec le militant, la nouvelle direction de LR manifeste, plus clairement que ne l'avait fait Laurent Wauquiez, son refus d'envisager un rapprochement avec le RN. Au sein du parti, certains pesaient toutefois les avantages et les incon-

véniants de l'opération : «On a été maladroits, estime un député. Est-ce qu'il fallait s'emmerder pour un mec qui n'a aucun mandat, lui faire une telle publicité ? Il suffisait de dire qu'il peut penser ce qu'il veut. Et d'organiser un débat avec quatre contradicteurs pour noyer son propos.» ■

par Dominique Albertini



Xavier Bertrand fait l'éloge du simulateur de retraite

UN SIMPLE OUTIL informatique aurait-il permis d'éviter l'embrasement social auquel se heurte le gouvernement ? Xavier Bertrand en est convaincu. Dès le 19 septembre, le président des Hauts-de-France avait suggéré la mise en place d'un simulateur individuel qui aurait permis à chaque Français d'avoir une vision claire de la réforme des retraites. « Cela aurait évité bien des drames au gouvernement. Sur le devoir de vérité, ce simulateur aurait été la meilleure réponse », soupire l'élus en pointant un « déficit de confiance ». Pour Bertrand, le pouvoir a donc perdu du temps et les syndicats ont eu le champ libre pour proposer leur propre simulateur. « Si le gouvernement ne l'a pas voulu, c'est parce que dans la première mouture de sa réforme, celle-ci faisait de gros perdants », assure-t-il.



Pour Xavier Bertrand, un simulateur « aurait évité bien des drames au gouvernement ».
Photo : J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le modèle de simulateur auquel il pense existe déjà. Deux millions de salariés français du privé l'utilisent sur le site internet des retraites complémentaires Agirc-Arrco, où ils peuvent estimer le montant de leurs droits à partir de cet instrument géré par les partenaires sociaux. « On peut donc faire confiance, il n'y a pas de risques d'embrouilles. Il faut compter trois à quatre mois pour le mettre en place », soutient l'ex-ministre du Travail, qui juge le délai suffisant pour une mise en œuvre avant le vote de la loi.

Lundi soir sur BFMTV, Emmanuelle

Wargon a reconnu l'utilité de l'outil. « Ce sera tout à fait nécessaire que l'on ait des simulateurs », a déclaré la secrétaire d'État. À l'entendre, on peut imaginer que le premier ministre s'apprête à dégaîner le dispositif. Lorsque Xavier Bertrand avait lancé l'idée sur France 2 en septembre, les secrétaires d'État présents ce soir-là, Amélie de Montchalin et Gabriel Attal, semblaient intéressés.

De leur côté, Les Républicains mesurent les avantages du simulateur. Le vice-président LR Guillaume Peltier en a parlé mardi, sur Franceinfo, et Damien Abad, président du groupe LR, s'en est aussi emparé. Au nom de la « vérité » prônée par Édouard Philippe mardi à l'Assemblée, l'exécutif osera-t-il mettre en place un tel « juge de paix », comme l'appelle Xavier Bertrand, au cœur de sa réforme ? À droite, on ne voit pas comment le pouvoir peut sortir de l'ornière sans reculer. Un élu va plus loin : « Cette réforme est prévue pour s'appliquer après au moins trois présidentielles. Autant dire qu'elle ne ressemble plus à rien. » ■

par Emmanuel Galiero <egaliero@lefigaro.fr>



GOUVERNEMENT



DISSENSUS

Pour la macronie, le Premier ministre reste un mystère

Trente mois après sa nomination à Matignon, Edouard Philippe a déjà réalisé un exploit. D'un sang froid exemplaire à l'égard du Président on-doyant et impétueux qui l'a nommé, unanimement respecté par l'assemblée hasardeuse de députés venus de la droite, de la gauche et de la société civile qui forment le groupe La République en marche à l'Assemblée, le juppéiste fait l'unanimité en macronie. Aucune hostilité, aucune critique saillante n'a pu se développer à son encontre. Le locataire de Matignon n'offre pas de prise. C'est à peine si la « raideur » du conseiller d'Etat est parfois soulignée, en off.

Rien n'a transpiré ou presque des tensions entre Matignon et l'Elysée, ces derniers mois, sur la réforme des retraites. « C'est un taiseux, comme souvent les gens de l'appareil d'Etat, se réjouit un proche d'Emmanuel Macron. Rien ne sort à l'extérieur de leurs discussions ». Une immense qualité aux yeux du Président.

Les tirs sporadiques de quelques députés de l'aile gauche du groupe, qui ont parfois reproché à Edouard Philippe de ne pas monter au front pour défendre certaines réformes ou de ne pas mettre en valeur les mesures sociales, ont cessé. « Ils ont cru qu'il y avait une ligne différente entre le Premier ministre et le Président », sourit un proche d'Edouard Philippe.

Standing-ovation. Signe que « l'ordre règne à Santiago », les députés LREM ont réservé une standing-ovation au Premier ministre mardi

matin, lors d'une réunion à huis clos. « Il y a eu des désaccords politiques avec les députés venus de la gauche, mais pas tant que cela finalement, note une députée LREM. Philippe est suffisamment modéré et habile pour éviter les confrontations avec le groupe ». Ainsi a-t-il eu la sagesse de renoncer, fin septembre, à priver les seniors d'une exonération de cotisations sociales pour l'emploi d'une aide à domicile, face à une majorité vent debout. « Il est à la fois ferme et souple », applaudit François Patriat, président du groupe LREM au Sénat.

Au fond, c'est sans doute la transgression originelle dont a été capable Edouard Philippe qui suscite le respect, voire l'admiration des « purs macronistes ». Que l'ancien porte-parole d'Alain Juppé à la primaire des Républicains en 2016 ait osé franchir le rubicond en quelques jours, sans même connaître Emmanuel Macron ni avoir participé à la campagne présidentielle, a marqué les esprits. « Le type est à poil dans le désert, il ne nous connaît ni d'Eve ni d'Adam, on le chope devant l'église et on lui dit "On se marie ?" ... et il dit "Ok, on se marie !" », résume un macroniste de la première heure, hilare.

Pour autant, Edouard Philippe reste à ce jour un personnage singulier pour les macronistes. Un être insaisissable, et qui ne fait pas totalement partie de la famille. Ainsi son vibrant plaidoyer pour les partis politiques, début septembre à Bordeaux en clôture du Campus des territoires, alors qu'il a quitté LR

mais a toujours refusé d'adhérer à La République en marche, a-t-il laissé songeur. « Faire dix minutes sur l'importance des partis alors qu'il est lui-même nulle part, d'un point de vue psychanalytique, c'est étrange », note un proche d'Emmanuel Macron.

Beaucoup de macronistes de la première heure l'avouent, ils ont du mal à cerner la personnalité de ce Premier ministre qu'ils décrivent comme un « haut fonctionnaire engagé », qui « aime l'Etat comme un objet ». « Philippe est exceptionnel, mais je ne sais pas ce qu'il pense, confie ainsi un pilier de la majorité. Quand il me parle, je me demande toujours s'il ne me prend pas pour un lapin de six semaines... » « C'est un Normand, observe un proche du Président. Il ouvre toutes les portes mais n'en referme jamais aucune. Macron, lui, claqué les portes. »

« C'est un boxeur, ajoute un autre. Il es-quivé les coups. » Le choix d'Emmanuel Macron de faire monter son Premier ministre en première ligne sur la réforme des retraites ravit en tout cas les proches du Président : « Le Premier ministre doit être un fusible, prévient l'un d'eux. Il fait une proposition de réforme et si elle ne passe pas, ce sera sa responsabilité politique. » Cette fois, tous les coups ne pourront être esquivés. **Nathalie Segauines @NSegaunes t ■**

par Nathalie Segauines @NSegaunes T

“ « Philippe est exceptionnel, mais je ne sais pas ce qu'il pense. Quand il me parle, je me demande toujours s'il ne me prend pas pour un lapin de six semaines »



APRÈS UNE SEMAINE DE GRÈVE ET DES MOIS DE FLOU, SUR FOND DE DÉCRUE DE LA MOBILISATION, LE PREMIER MINISTRE PRÉSENTE LA RÉFORME DES RETRAITES. DÉSORMAIS EN PREMIÈRE LIGNE, JOUE-T-IL SA PEAU ?

Retraites : Philippe à quitte ou double

Jour J

Si la grève reste très soutenue à la SNCF et à la RATP et le trafic quasi nul, dans les rues, la mobilisation a fortement décru mardi contre la réforme des retraites. 339 000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, dont 31 000 à Paris (contre 850 000 et 65 000 jeudi dernier). Ils étaient 885 000 selon les syndicats, dont 180 000 dans la capitale (contre 1,5 million et 250 000 le 5 décembre). Dans ce contexte, Edouard Philippe dévoile ce mercredi lors d'un discours au Conseil économique, social et environnemental le contenu précis de la réforme des retraites. Il sera également au 20 heures de TF1.



Depuis mai 2017, Benoît Ribadeau-Dumas est le directeur de cabinet d'Edouard Philippe. Ce n'est pas la première fois qu'il travaille auprès d'un Premier ministre. Il a été conseiller technique en charge de la réforme de l'Etat et de la décentralisation aux côtés de Jean-Pierre Raffarin. Récemment, Benoît Ribadeau-Dumas a fait part à l'III **Pages 2 à 4**



Edouard Philippe a dû aussi composer, au sein de son équipe, avec un acteur qui, pour lui, a été une vraie source de difficulté : Jean-Paul Delevoye.

III **Suite de la page 1** l'équipe actuelle d'un enseignement qu'il a retiré de cette première expérience : à Matignon, la troisième année est particulière. C'est celle où vous commencez

à faire l'objet d'une fatigue physique intense qui ne vous quitte plus ; c'est, en même temps, celle qui est la plus passionnante, car, maintenant que vous êtes en pleine possession des rouages de la machine, c'est la dernière où vous pouvez lancer des réformes d'ampleur, avant que le quinquennat ne bascule dans autre chose, et que peut-être vous-même ne partiez (ce fut d'ailleurs le cas de Jean-Pierre Raffarin).

C'est un bon résumé de la situation. Après trente mois passés à Matignon, son patron a le poil blanchi, les traits un peu plus marqués, mais il éprouve toujours du plaisir à se déployer dans une fonction où il est perçu comme solide. « Pour un homme que personne ne voyait Premier ministre, Edouard Philippe s'en est remarquablement sorti », juge Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI. Avec la réforme des retraites, c'est aussi un chef de gouvernement qui est en train de jouer sa peau. Ce mercredi, il est en première ligne et dévoile, enfin, le contenu précis d'un projet qui bloque, depuis une semaine, une partie du pays.

« **Fausse rondeur** ». Au fond de lui, Edouard Philippe a-t-il été vraiment surpris par cette évolution des choses ? Dès cet été, et la remise du rapport

rédigé par Jean-Paul Delevoye, il a pris conscience du caractère explosif de la réforme systémique proposée par le chef de l'Etat lors de sa campagne présidentielle. La multiplicité de cas particuliers qu'elle contenait ne pouvait être que facteur d'anxiété et de complexité. Parallèlement, la méthode qu'il a arrêtée avec Emmanuel Macron, cet automne, n'a rien fait pour arranger les choses. Face à la difficulté du dossier, le chef du gouvernement n'a rien voulu brusquer, ne se fermer aucune porte et cela a entretenu le flou. En la matière, il a fait sienne une pratique du chef de l'Etat qui a frappé tous les esprits depuis le début du quinquennat. « Emmanuel Macron laisse tout pourrir jusqu'à la fin », note Jean-Christophe Lagarde.

Dans cette affaire, Edouard Philippe a dû aussi composer, au sein de son équipe, avec un acteur qui, pour lui, a été une vraie source de difficulté, Jean-Paul Delevoye. Depuis 2017, l'ex-maire du Havre avait été plutôt épargné par ce genre de contrariétés. Gérard Collomb et Nicolas Hulot, deux ministres incontrôlables, étaient partis vite. « Quel autre Premier ministre n'a eu aucun ennemi dans son gouvernement ? s'interrogeait un proche au début de l'automne. Valls avait Macron, Ayrault

avait Valls et Mon-tebourg, Villepin et Raffarin avaient Sarkozy. Quant à Fillon, l'Elysée lui mettait quelqu'un dans les pattes tous les quatre matins : Woerth, Darcos, Borloo... »

C'est peu dire, qu'entre Edouard Philippe et le Haut-commissaire aux retraites, entré officiellement au gouvernement en septembre, cela a été compliqué. « Jean-Paul Delevoye, sous ses allures badines, a des certitudes. Pas Edouard Philippe. Il est plus souple, plus subtil », estime une ministre. « Edouard n'aime pas la fausse rondeur, la novlangue de Jean-Paul Delevoye. Lui fait plutôt sujet, verbe, complément », observe un ami du chef du gouvernement. Bien souvent, Edouard Philippe a été agacé que Jean-Paul Delevoye arrive aux réunions hebdomadaires, qu'il a organisées à Matignon depuis le printemps sur la réforme avec le noyau dur de ministres concernés, sans simulations chiffrées.

Bien souvent, il a eu le sentiment irritant que le Haut-Commissaire installait, face à lui, un axe qu'il constituait avec Laurent Berger, le leader de la CFDT, et Philippe Grangeon, le conseiller politique d'Emmanuel Macron à l'Elysée, qui l'apprécie peu. Il s'y était notamment heurté en mars quand il avait plaidé pour qu'au-delà de la mise en place d'un système par points, la question de l'âge de départ soit posée. Alors que jusqu'à la dernière minute, les débats sur le curseur de la réforme auront agité l'exécutif, l'aura-t-il, cette fois, emporté ?

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Edouard Philippe fait partie de ceux qui souhaitent aller le plus loin et tiennent à une mesure lisible indiquant qu'il va falloir travailler plus longtemps...

Pour lui, ce mercredi, c'est à quitter ou double. Parviendra-t-il à calmer certains esprits par quelques concessions, tout en convainquant que l'ambition réformatrice du pouvoir est toujours là ? Saura-t-il être clair quand, depuis le début, personne ne comprend rien ? Trouvera-t-il un point d'arrivée quand, en abordant ce chantier, l'exécutif avait seulement pensé son point de départ (montrer qu'il pouvait encore, après la crise des Gilets jaunes, mener des réformes) ? Sera-t-il Edouard aux mains d'argent ? « On aura réussi s'il sait parler aux gens raisonnables », dit un de ses collaborateurs, qui promet que son discours sera « très proche d'un projet de loi ».

Sac de nœuds. Pour faire baisser la pression, le locataire de Matignon a déclaré devant les députés macronistes, mardi, qu'il n'y aurait pas d'« annonces magiques » faisant « cesser les manifestations » et les questions des Français. Il a néanmoins beaucoup à perdre. Ces derniers mois, il n'a cessé de prendre du poids au sein du système macroniste. Cela a été peu souligné mais il a été bien mieux accueilli qu'Emmanuel Macron au Congrès des maires en novembre. Il a démêlé un beau sac de nœuds mouillés au sein de la majorité, en lui faisant accepter, malgré ses

réticences, la volonté présidentielle de mettre le focus sur l'immigration. « Entre le début et la fin de la séquence, le stylo a beaucoup bougé. Le Premier ministre a réussi à faire atterrir. Cela a été un bon compromis », se félicite un de ses proches. La majorité est une source de préoccupation permanente pour Edouard Philippe. Si à Matignon, on avait songé à s'exprimer dans *Valeurs Actuelles* avant que le chef de l'Etat ne le fasse, on y a renoncé à cause des réactions que cela pourrait provoquer chez elle.

« Je ne vais pas prononcer mon discours. » Le 8 septembre, Edouard Philippe était venu à Bordeaux conclure l'université d'été de La République en marche. Quinze minutes avant de pénétrer dans la salle, il avait rangé le texte que lui avait préparé son équipe. Repris les deux fiches qu'il avait lui-même rédigées, quinze jours plus tôt, pour en fournir la base. Tourné en rond dix minutes et testé à haute voix quelques formules. Sur scène, cet exercice d'improvisation lui avait valu les clameurs du public. Même Philippe Grangeon avait été impressionné... D'un discours l'autre. Cette fois, l'heure sera plus grave. Il n'y aura pas de place pour la création. La moindre erreur est interdite. C'est sa place qu'il joue. ■

par Ludovic Vigogne

@LVigogne t

« Face à la difficulté, le chef du gouvernement n'a rien voulu brusquer, ne se fermer aucune porte et cela a entre-tenu le flou. En la matière, il a fait sienne une pratique du chef de l'Etat qui a frappé tous les esprits depuis le début du quinquennat



RETRAITES : PHILIPPE À QUITTE OU DOUBLE

Jean-Baptiste Djebbari, un pilote dans la tempête des retraites



Jean-Baptiste Djebbari, le secrétaire d'Etat aux Transports. Photo : SIPA PRESS

Qui aurait cru que ce député balbutiant, la main tremblante, deviendrait l'un des piliers de la macronie en pleine épreuve du feu sur la réforme des retraites ? En juillet 2017, nouveau député macroniste, Jean-Baptiste Djebbari avait raté sa première question au gouvernement à l'Assemblée nationale. Deux ans et demi plus tard, il enchaîne sans aucune hésitation directs et interviews dans les matinales.

Le secrétaire d'Etat aux Transports a été propulsé en première ligne dans l'affrontement entre gouvernement et syndicats, moment clé du quinquennat. « Il le fait très bien, glisse un membre de la majorité. Quitte à bouffer Elisabeth Borne », sa ministre de tutelle. Jean-Baptiste Djebbari parle beaucoup et partout, du plateau de Cyril Hanouna au studio de RTL, pour dénoncer « la grande manipulation des réseaux sociaux, symptôme de notre époque ».

« Il monte au front pour protéger le Président et le Premier ministre. Il ne s'économise pas, contrairement à d'autres ministres plus aguerris », se félicite un rouage de la majorité. Lundi soir, gare du Nord, il est allé au

contact de syndicalistes Sud Rail très énervés. « Cette conflictualité n'est pas agréable à vivre mais j'aurais pu faire le choix de ne pas y aller », dit-il. En cette période anxiogène, il affiche un étonnant recul : « Je vis tout cela comme un passage. Je n'ai que 37 ans mais j'ai vécu un certain nombre de vies. »

« **Démerdard** ». La première était éloignée de la politique, même si sa grand-mère fut secrétaire nationale du PS. Jean-Baptiste Djebbari, cadet d'une famille de quatre enfants, est issu d'un milieu modeste. Son père était vendeur de disques à la Fnac et sa mère femme au foyer. Il pose un premier orteil, timide, en politique, en 2015. Cette année-là, il contacte via LinkedIn Pierre Person, qui développe une application de démocratie participative, qui deviendra numéro 2 de LREM. Djebbari s'investit dans la campagne Macron en participant à la rédaction des briefs destinés aux grands contributeurs financiers de l'aventure, à commencer par Henry Hermand.

Après la présidentielle, il transmet son CV à Person pour postuler aux législatives, sans trop y croire. Il choisit la Haute-Vienne, circonscription de sa grand-mère. Les marcheurs sont ravis de compter dans leur casting un homme du privé engagé dans un territoire rural. « Même sans passé militant, il possède un sens politique. Il comprend les rapports de force, décrit Pierre Person. Il est démerdard. Il s'est payé sa licence de pilote privé en travaillant dans le démarchage téléphonique. »

A l'Assemblée, le député de Haute-

Vienne émerge vite. Il endosse le rôle stratégique de « whip » (coordonnateur) de la commission du développement durable avant d'être nommé rapporteur de la réforme ferroviaire. A ce poste exposé, il fait un sans-faute et noue des liens solides, notamment avec l'ex-patron de la SNCF, Guillaume Pepy, et le PDG d'Aéroports de Paris, Augustin de Romanet.

« Avant d'entrer en politique, il avait une vie radicalement différente - même à l'Assemblée, il partait piloter son avion. Et pourtant, il a connu une progression politique fulgurante », estime son collègue LREM Pieyre-Alexandre Anglade, voisin de bureau au Palais Bourbon. Les cieux pour consolider les liens. Comme lui, Stéphane Séjourné, député européen très proche d'Emmanuel Macron, et Pierre Person aiment voler. Ce dernier a même complété ses heures de vol avec Djebbari.

L'Assemblée ne l'amuse qu'un temps. Il a besoin de foncer. Il pense à nationaliser les autoroutes, dessine à ceux qu'il croise le schéma qui rendrait l'opération possible. Et s'empare contre l'individualisme des marcheurs : « Personne n'est discipliné, chacun fait ce qu'il veut. On est un groupe d'autoentrepreneurs ». Un autre macroniste résume : « Il y a six mois, il était chagriné du monde parlementaire. »

« **Malin** ». Quand il a fallu trouver un secrétaire d'Etat pour seconder Elisabeth Borne, promue des Transports à l'Ecologie, il a fait savoir qu'il était disponible. Son nom circulait déjà. « C'est un malin. On a tout de suite

senti chez lui qu'il aimait convaincre, estime Stéphane Séjourné. En politique, il faut du talent et des circonstances exceptionnelles. Il a eu les deux avec le départ de François de Rugy. »

Depuis son installation à l'hôtel de Roquelaure, le 3 septembre, les emmerdes volent en escadrille. Dans les jours qui suivent, les compagnies aériennes Aigle Azur et XL Airways déposent le bilan. Et puis, il y a cette grève des transports, bien partie pour être la plus importante depuis 1995. « Il se démerde bien pour un chat noir », rigole un de ses proches.

Il peut, en outre, se targuer de bons rapports avec Matignon. « Au gou-

vernement, il a tout de suite été comme un poisson dans l'eau, il est très adaptable », vante la numéro 2 du groupe LREM, Marie Lebec. « Il a fait son trou sans faire trop de mousse. C'est un pur produit macronien mais il incarne lui-même quelque chose », estime le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau.

Avant d'entrer au gouvernement, son nom était cité pour prendre Limoges, une des rares grandes villes que la majorité peut gagner. En privé, il a toujours confié qu'« être maire de Limoges n'était pas son dreamjob ». Il sera à coup sûr sur la liste autonome qu'il défend pour la ville et dira fin janvier-début février s'il en prend la

tête. « Il aime prendre des risques. C'est du 50/50 », explique un membre de la direction du parti.

Jean-Baptiste Djebbari a une autre échéance en tête : les régionales de 2021. Pourquoi pas prendre la tête de la Nouvelle Aquitaine ? « En tant que président de région, on a énormément de pouvoir pour changer la vie des gens », explique-t-il. Mais en politique, deux ans, c'est une éternité. Il concède déjà avoir « du mal à dire ce que pourra être la physionomie de la fin de la semaine ». ■

par *Matthieu Deprieck Et Caroline Vigoureux @mdeprieck T @CaroVigoureux T*

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *En politique, il faut du talent et des circonstances exceptionnelles. Il a eu les deux avec le départ de François de Rugy*





ÉVÉNEMENT

LREM : la grève «fait partie du cérémonial»

Le député de la majorité Roland Lescure estime que l'exécutif n'aura pas besoin de dégainer un plan B pour faire passer sa réforme.

Les retraites, lui, il connaît un tout petit peu. Avant d'être élu député (LREM) des Français de l'étranger, Roland Lescure a géré les investissements des caisses de retraite complémentaire Agirc et Arrco pour le compte de la compagnie d'assurances Groupama. Plus tard, en poste au Canada, il a fait de même avec le fonds de pension des fonctionnaires locaux. Depuis plusieurs semaines maintenant, il se mue en avocat permanent du projet de réforme des retraites à propos duquel il se lance dès le petit matin, mardi, dans une vibrante plaidoirie. «*Les ordonnances travail, la réforme de l'assurance chômage, ce sont des réformes de droite, mais les retraites, c'est un projet de gauche avec un plafonnement pour les hauts revenus et une surcotisation pour ceux qui perçoivent plus de 120 000 euros par an.*» En cette semaine rythmée par la grève et les manifs, le sujet est à son menu, du petit déjeuner jusqu'au dîner.

A l'heure du café et des croissants, mardi, Roland Lescure participe déjà, avec une trentaine de députés, à une réunion de team building animée par Laurent Pietraszewski, l'homme du dossier au sein de LREM et DRH dans une autre vie. L'opération est destinée à remobiliser et à fournir des éléments de langage avant la manifestation parisienne de l'après-midi. Une heure plus tard, costume bleu marine et chemise ciel, Roland Lescure reprend le chemin de son bureau dont le parquet fleure bon l'encaustique. Les meubles n'ont visiblement pas

bougé depuis des lustres et on pourrait aisément y tourner un film de Claude Sautet. Histoire de donner le change, il a soigneusement photocopié une contribution de l'économiste Thomas Piketty, écrite en 2008, dans laquelle l'auteur prône une refonte générale du système des retraites. Quant à la contestation qui gronde à quelques encablures de ses fenêtres, où les CRS ont pris position, elle est pour le parlementaire un passage obligé. «*Une réforme qui va supprimer les régimes spéciaux passe forcément pas une période de tension. Ça fait partie du cérémonial*», conclut-il avant d'enfiler un imper couleur mastic et de rejoindre à grandes enjambées l'hôtel de Lassay.

Roland Lescure, député LREM et président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Photo Denis Allard pour Libération

A 10 h 15 pétantes se tient en la résidence du patron de l'Assemblée nationale la conférence des présidents afin de fixer l'agenda parlementaire des jours à venir. L'affaire est pliée en moins d'un quart d'heure. Le temps de déguster un expresso et d'assister à la réunion hebdomadaire du groupe LREM. Grosse ambiance garantie puisque Edouard Philippe, accompagné de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, doit chauffer ses troupes avant son intervention attendue le lendemain. Le Premier ministre ouvre d'ailleurs le bal sur un tempo légèrement gaullien : «*Je suis là pour*

vous écouter.» Applaudissements nourris. Durant la réunion qui dure deux bonnes heures, Roland Lescure prend des notes en pianotant sur son téléphone et s'amuse de la métaphore choisie par le chef du gouvernement : «*La réforme des retraites, c'est comme un smartphone, c'est très compliqué à l'intérieur mais finalement simple d'usage.*» Le député ressort de la réunion en ayant pris date pour ce mercredi soir : Edouard Philippe reviendra s'exprimer devant les parlementaires de la majorité après son passage sur TF1. D'ici là, la boucle Telegram du groupe LREM à l'Assemblée aura mouliné des punchlines en vue des interventions médias à suivre. Roland Lescure, lui, est attendu jeudi matin sur Europe 1. Il en décochera certainement une : «*Nous allons passer d'une solidarité par corps à une solidarité nationale.*»

Chez les Lescure, la réforme des retraites doit susciter des repas de famille animés. Sa fille, très engagée à gauche, est clairement contre, ce qui lui inspire cette réflexion : «*Nous avons vraiment un sujet sur notre capacité à atteindre les jeunes.*» Quant à sa mère, 87 ans, elle est retraitée après 37,5 années de bons et loyaux services... à la RATP. Une entreprise où l'on trouve l'un des 42 régimes spéciaux. Lui, en tout cas, voit déjà l'avenir de la réforme en trois séquences : «*Les annonces du Premier ministre, le dépôt d'un projet de loi et la discussion parlementaire.*» A aucun moment il ne veut entendre parler de plan B ou C, et encore moins de re-

trait. Devant une pizza mozza-to-mate-champignons vite avalée dans son bureau, il prépare sa playlist sur son téléphone. Cet après-midi, Ro-

land Lescure est invité à la radio TSF Jazz où il va enchaîner ses titres favoris : John Coltrane et Miles Davis, pour oublier un peu les données pa-

ramétriques et la «clause du grand-père». ■

par Franck Bouaziz





HORIZONS

Blanquer Le début d'une ambition

«Faux techno, vrai politique», le ministre de l'éducation nationale ne cesse d'étendre son influence au sein de la majorité présidentielle. Les conflits sociaux et les polémiques sur la laïcité ont marqué une étape dans sa mue

Quand il arrive dans un courant d'air, ils se lèvent et le silence se fait, d'un coup. Ce 14 novembre, petit matin glacé Jean-Michel Blanquer reçoit l'ensemble des recteurs d'académie rue de Grenelle, au ministère de l'éducation nationale. Impeccable et austère dans son costume ardoise – teinte blouse d'instituteur –, le ministre égrène ses directives : il se félicite de la réforme du bac, «contagieuse» pour les élèves de seconde, vante «l'esprit de créativité», encourage ses troupes à défendre la réforme de la formation des enseignants, à laquelle il tient : «On ne se laisse pas faire, une occasion historique serait manquée!» Quand les recteurs font état de résistances sur le terrain, il s'agace : «C'est insupportable!» Les résistances sont un signe de qualité de ce qu'on engage, poursuit-il. Pour qu'un avion décolle, il faut parfois avoir un vent de face.»

C'est sans doute un peu de lui aussi qu'il parle ici. Jean-Michel Blanquer s'est en effet retrouvé en plein vent au cours des derniers mois. Des intempéries signant la fin de l'exceptionnel état de grâce dont il bénéficiait depuis son arrivée rue de Grenelle, il y a plus de deux ans. Au printemps, sa loi «sur l'école de la confiance» ou sa réforme du lycée ont provoqué les premiers heurts visibles avec la communauté éducative et les tensions sont apparues au début de l'été avec la rétention de milliers de copies du bac.

Ces derniers jours, Jean-Michel Blanquer doit également affronter la colère des enseignants, qui redoutent d'être les grands perdants de la réforme des retraites. Jeudi 5 décembre, près d'un enseignant sur deux était en grève. La nouvelle journée d'action, prévue mardi 10 décembre, devait encore être très suivie. Le ministre de l'éducation a dû se démultiplier, la semaine dernière, pour tenter de rassurer. Enchaînant les interviews, il a répété que les pensions ne baisseraient pas, tout en s'engageant à revaloriser les salaires des enseignants.

«C'est mon rôle de monter au front, je ne fais pas de calculs de prudence», assume celui qui joue au démineur en ces temps mouvementés. Mais il admet que la période est «plus rude» qu'il y a un an. «Il y a un avant et un après "gilets jaunes" dans l'action publique, observe-t-il. On court à la même vitesse depuis le début, mais le sol a chauffé.»

Passe d'armes

En octobre, c'est sur un autre plan que M. Blanquer s'est retrouvé en plein vent : le 13, ses propos sur le voile islamique, «pas souhaitable dans notre société», ont suscité une tempête politico-médiatique dont il n'est toujours pas revenu. Repris en boucle sur les chaînes d'info et les réseaux sociaux, ses mots – pourtant fidèles aux positions de ce républicain sourcilieux – ont profondément

divisé la majorité et le gouvernement, agacé au sommet de l'Etat et ouvert l'un de ces interminables débats sociétaux dont la France a le secret. «Il a été très meurtri par cette séquence, ulcéré d'être caricaturé comme il l'a été», raconte la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye.

Deux de ses proches, son ami d'enfance François Baroin et le directeur de l'Institut Mouton (think tank libéral), Laurent Bigorgne, avaient mis en garde l'ancien recteur, pourtant rompu aux jeux de pouvoir, contre ce milieu politique qui peut «crucifier» quand on se trouve soi-même en pleine lumière. Cela n'a pas suffi. «Quand il est l'objet d'attaques, il n'arrive pas à le comprendre, observe un ministre. Ce n'est pas dans son logiciel. Il a ouvert les yeux sur la nature du jeu politique.»

En pleine tempête sur le voile, Jean-Michel Blanquer s'est ainsi vu reprocher un manque de souplesse. Notamment lors d'un affrontement musclé avec le jeune député La République en marche (LRM) du Val-d'Oise Aurélien Taché. Issu des rangs du Parti socialiste, connu pour ses positions iconoclastes sur la laïcité, l'élus a déploré que les mots du ministre puissent être «récupérés» par le Rassemblement national (RN). Fureur de l'intéressé. «Rappelle-moi tout de suite», ordonne le ministre par message privé sur Twitter. M. Ta-

ché, qui n'aime pas ce « ton professoral », fait le mort. Ulcéré, M. Blanquer exige du bureau exécutif de LRM qu'il saisisse la commission des conflits, pour sanctionner l'effronterie. Le patron du mouvement, Stanislas Guerini, décide de réunir les deux hommes dans son bureau pour une « médiation ».

Ce 22 octobre, l'entretien, d'une quarantaine de minutes, est glacial.

« Sur la forme, ce que tu as dit est inacceptable, attaque M. Blanquer. Et sur le fond, tu me fais passer pour un réac. Or, tu sais très bien que je défends cette position sur le voile depuis très longtemps.

– Le problème, ce n'est pas que tu dises que le voile n'est pas souhaitable, insiste M. Taché, c'est que tu le dises comme ministre ! »

Le député finit par s'excuser, par voie de communiqué. L'incident est clos. Aujourd'hui, le ministre jure qu'il préfère « l'intensité » à « l'ennui », mais regrette que le débat public soit parasité par le « mensonge », la « mauvaise foi » et les « attaques personnelles ». « Le problème, c'est que n'importe qui dit n'importe quoi », poursuit-il sans décoller contre ces individus « chics et cool », toujours pressés de donner des « leçons de liberté ». Lui préfère évoquer le courriel d'une ancienne collègue de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, qu'il a dirigé entre 1998 et 2004. Dans le TGV qui l'emmène à Nancy, le 18 novembre, il retrouve ce message dans son téléphone et le lit à haute voix : « Bonjour Jean-Michel, je te mets ce petit mot pour te remercier de tes prises de parole sur le voile et je t'envoie tous mes encouragements. » L'auteure raconte ensuite comment son « quartier populaire » du Val-de-Marne, où vivaient harmonieusement des personnes « de toutes origines », s'est

transformé en vingt ans, sous la « pression » des « femmes voilées » et des « barbus », qui tentent de modeler le comportement des habitants. « Je veux que nos filles puissent continuer à vivre comme j'ai vécu », conclut cette femme élevée par une mère catholique et un père musulman.

« Moine laïque »

S'il a bien conscience d'être à « contre-courant », Jean-Michel Blanquer ne juge pas possible de « laisser dériver la société française dans le communautarisme sous prétexte que ce serait moderne ». « Il existe une pensée antirépublicaine extrêmement dangereuse en France. Il faut un peu de colonne vertébrale et du courage », ajoute ce professeur agrégé de droit public, qui vante la République comme « projet politique ». Le 9 décembre, journée anniversaire de la loi de 1905, le ministre de l'éducation a invité à déjeuner une vingtaine de parlementaires de la même sensibilité que lui sur le sujet, avec la secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa. Ces élus avaient déjà été reçus rue de Grenelle pour un café, le 16 octobre, en pleine tourmente sur le voile. Le ministre entend renouveler régulièrement l'exercice.

Dans la soirée, M. Blanquer devait participer au lancement d'un cycle de conférences sur la laïcité, au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) en partenariat avec le Comité des sages sur la laïcité – qu'il a créé – présidé par la philosophe Dominique Schnapper. « Blanquer est un moine laïque pour qui l'école est sacrée », résume Jean-Marc Borello, haut cadre de LRM.

Réputé proche de la franc-maçonnerie – il est le biographe de Michel Baroin, décédé en 1987, père de François et grand maître du Grand Orient

de France –, même s'il assure ne pas en faire partie, M. Blanquer, ancien élève d'écoles catholiques, croit en l'existence de Dieu, sans pour autant avoir reçu la foi en héritage. Dès l'âge de 8 ans, puis pendant son adolescence, il se rend seul à la messe du dimanche, sans que personne le lui demande. Il est réticent à ce que l'on mentionne ce point, assure que ça brouillerait la lisibilité de son propos, lui qui tient par-dessus tout à la « distinction cardinale entre conviction métaphysique et vie publique ».

Cette sortie polémique sur le voile lui a fait perdre quelques plumes au sein de la majorité, où l'aile gauche – déjà échaudée par un certain nombre d'idées du ministre, dont celle de supprimer le versement des allocations familiales pour les parents d'enfants violents à l'école – lui reproche de recycler les « vieilles lunes de la droite ». Mais, à la faveur de cet épisode, il s'est également attiré de solides soutiens parmi les parlementaires LRM. L'un d'eux a même créé un groupe de discussion sur la messagerie cryptée Telegram, intitulé « Soutien JMB ». « Quand on défend une ligne avec conviction, on se fait des ennemis, relève la députée LRM de Paris Anne-Christine Lang. Si vous n'avez pas d'ennemis, c'est que vous ne représentez rien. »

A posteriori, les proches du ministre veulent croire que cette « mini-tempête » lui aura été bénéfique. « Il n'a pas d'histoire politique, pas de mandat et pourrait manquer de chair, observe un conseiller. Cette séquence a créé un lien avec les Français, au-delà de son champ habituel. Il prend date. » Dans le baromètre Ipsos pour Le Point (daté du 21 novembre), il bondit d'ailleurs de la 22^e à la 14^e place en un mois et prend 25 points chez Les Républicains (LR). « Il n'y a pas encore de blanquéristes, mais il s'est créé une existence politique », analyse à son tour le commu-

nicant Clément Reyne, cofondateur de l'agence Wemean. Selon cet ancien conseiller de Xavier Darcos rue de Grenelle, devenu l'un des «visiteurs du soir» de Jean-Michel Blanquer, ce dernier s'est forgé une carapace qu'il n'avait pas. «Un politique, ça sait prendre des coups et les rendre, note-t-il. Lui n'était pas préparé à la violence. Mais, depuis deux ans, il s'est endurci. Voilà le début d'une ambition politique !»

L'intéressé reconnaît volontiers y avoir «pris goût», développant même un «appétit», une «gourmandise» pour la chose publique. «De toute façon, philosophe-t-il, si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupera de toi.» Le ministre, qui ne fait pas partie du premier cercle macronien – il a été présenté à Macron pendant la campagne –, a compensé en s'investissant pleinement dans le mouvement. Il ne rate quasiment pas un bureau exécutif de LRM. «Il intervient à chaque fois sur tous les sujets qui sont à l'ordre du jour, en particulier les sujets de stratégie politique», raconte Stanislas Guerini. «C'est un activiste de LRM», dit en souriant l'un de ses proches. En marge de ces réunions, il s'enquiert souvent des circonscriptions des uns et des autres : «Alors, comment ça va chez toi ?» «Il a une véritable empathie, qualité essentielle en politique», précise le député LRM d'Eure-et-Loir Guillaume Kasbarian, qui apprécie sa connaissance de la carte électorale et des enjeux politiques locaux, «une rareté dans ce gouvernement».

«Pilier de l'édifice»

À l'issue de ses déplacements ministériels, Jean-Michel Blanquer se ménage presque toujours un temps avec les «marcheurs» du coin. Comme ce 22 novembre, dans un café proche de la gare de Tours. «Nos adversaires politiques cherchent toujours à nous

cartonner sur le plan social, alors que nous n'avons pas à rougir», lance-t-il ainsi, guerrier, avant d'égrener ses réformes «concrètes» : classes doublées en CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire, petits déjeuners gratuits à l'école, service national universel (SNU)...

Les militants en redemandent. «Nostalgique» des conférences de presse du Général, l'un d'eux, Gilbert, voit en lui «le meilleur ministre de l'éducation depuis le début de la Ve République». Ce septuagénaire «l'imagine bien» en «premier ministre» d'un deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron. De son côté, Josette, ancienne conseillère nationale du MoDem pour l'Indre-et-Loire et «nostalgique des coups de pied au cul», apprécie que le ministre «s'attaque au monstre de l'éducation nationale» avec «courage».

Ce soir-là, Jean-Michel Blanquer fait carton plein à Tours. Comme chez la plupart des adhérents LRM issus des rangs de la droite, conservateurs sur les questions éducatives et sensibles à l'ordre républicain. «Un petit monde m'attaque, mais, dans les faits, je me sens soutenu par la population», veut-il d'ailleurs croire. Il y a quelques semaines, il a bu du petit-lait quand un collègue ministre lui a lancé, avec une pointe d'envie : «Comme pour nous tous, il y a des gens qui te détestent... Mais toi, au moins, tu as de la chance, il y a aussi des gens qui t'aiment !»

À l'Elysée et à Matignon, on voit en lui un «pilier de l'édifice». Au conseil des ministres, il est l'un des plus bavards lors de la fameuse partie «E», dévolue au débat politique entre les membres du gouvernement. Et s'il ne participe pas aux réunions de la majorité autour du président à l'Elysée, il occupe une place centrale dans son dispositif politique, en lui sécurisant l'électorat de centre droit. «Certains

ministres issus de LR, qui ont vu Jean-Michel émerger et se tailler une belle popularité dans l'électorat de droite, le perçoivent désormais comme une menace», observe un ministre.

Soucieux de ne pas se laisser enfermer dans le clivage gauche-droite, M. Blanquer, qui a gravi tous les échelons du ministère de l'éducation nationale grâce à la droite – nommé par François Fillon recteur de Guyane en 2004 ; conseiller de Gilles de Robien en 2006 ; recteur de Créteil sous Xavier Darcos en 2007 ; directeur général de l'enseignement scolaire de Luc Chatel en 2009 –, ne perd pas une occasion de rappeler qu'il a voté Chevènement en 2002, «comme Macron». S'il sait qu'il est «catalogué» à droite, il trouve ça «simpliste», préfère se définir comme un «républicain social». À l'image d'un Chevènement ou d'un Séguin, dont il apprécie «la façon d'être en politique, exemplaire».

Les bons signaux

En arrivant rue de Grenelle, M. Blanquer s'est employé à envoyer des signaux à la gauche en recevant l'ensemble des députés socialistes de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, alors même que le groupe PS ne pesait plus rien. «Il voulait gommer son image de l'époque Luc Chatel [ministre de l'éducation nationale entre 2009 et 2012], marquée par la plus grosse saignée de postes de fonctionnaires, explique le député PS de la Loire Régis Juanico. Il avait clairement une volonté de se recentrer.»

Cette manière de se placer au centre du jeu ne surprend guère ceux qui ont suivi depuis vingt ans l'ascension méthodique de ce juriste, diplômé de philosophie, au sein de la «maison» éducation. «Il a toujours été un homme d'influence, estime le député

LR du Bas-Rhin Patrick Hetzel, qui fut recteur en même temps que lui. Il a ensuite œuvré pour devenir ministre, en cherchant à se rendre incontournable partout où il est passé. » En 2016, M. Blanquer, alors à la tête de l'Essec, une prestigieuse école de commerce, avait d'ailleurs posé des jalons auprès de plusieurs candidats rivaux, pendant la campagne de la primaire de la droite. Très introduit auprès de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé – qu'il a aidé dans l'élaboration de son programme sur l'éducation –, il était furieux de ne pas être reçu personnellement par François Fillon, lequel avait délégué le volet éducation de sa campagne à l'actuel patron de l'ENA, Patrick Gérard, et s'en contentait. «S'il a une blessure d'amour-propre, il peut être terrible», prévient l'un de ses proches.

Du temps où il était recteur de Guyane, entre 2004 et 2006, M. Blanquer savait jouer de son amitié avec François Baroin, alors ministre des outre-mer, pour obtenir des arbitrages favorables. Lorsqu'il fallait négocier des crédits pour le plus petit rectorat de France, qu'il sillonnait parfois en pirogue, il venait en personne aux réunions interministérielles à Matignon. Les conseillers des ministres concernés étaient sidérés de le voir, si sûr de lui, s'installer au centre de la table et mener les discussions en maître des lieux. «On avait bien compris qu'il fallait lui donner ce qu'il demandait», se souvient l'un d'eux, prêt à voir en lui un «homme de réseau, fin et habile, ayant une stratégie d'influence soft». «C'est un faux techno, un vrai politique», abonde le député LRM de Paris Pierre Person.

Même François Baroin, qui l'a connu à la maternelle et le considère comme son «frère», reconnaît que «Jean-Michel» a toujours été «plus intéressé» que lui par la politique.

En 1989, à 25 ans, les deux jeunes gens et le conseiller d'Etat Richard Senghor (aujourd'hui conseiller spécial du ministre) s'étaient fait remarquer en complétant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dont le bicentenaire était célébré en grande pompe. Leur texte avait même été lu devant François Mitterrand. «C'est Jean-Michel qui avait eu l'idée de ce "comité bicentenaire", poursuit M. Baroin. Il était leader, en première ligne.»

Cette stratégie d'influence se confirme, de nos jours, au sein de la Macronie, où ils sont nombreux à souligner sa «redoutable ambition». Conscient de son aura et de son poids, le ministre pousse les feux, notamment dans les discussions budgétaires – souvent tendues – avec son collègue du budget, Gérard Darmanin. «Darmanin, qui a une haute ambition pour lui-même, le voit comme un rival», dit un ministre. «Comme beaucoup au gouvernement, Blanquer estime qu'il porte l'alpha et l'omega du quinquennat, et qu'il doit avoir plus que les autres, c'est classique», relativise-t-on à Matignon.

Au printemps, le ministre de l'éducation s'est ainsi targué d'avoir influencé le plan de sortie de crise des «gilets jaunes», en amont de sa présentation à la presse par Emmanuel Macron, le 25 avril. «Cette conférence de presse du président, qui a mis l'éducation au centre de son propos, a été un grand moment pour Jean-Michel, se souvient un intime du ministre. Il était très content!» Le chef de l'Etat, qui avait demandé au gouvernement de ne pas s'exprimer avant ses annonces, avait laissé le ministre de l'éducation accorder un entretien fleuve au Point, ainsi titré: «Le nouveau cerveau de Macron».

Se préparer à toutes les éventualités

Cette «une» avait tant réjoui le ministre qu'il y avait fait référence quelques jours plus tard devant un responsable de la majorité pour pousser son avantage dans un dossier. «Tu vois, avait-il ainsi lancé à son interlocuteur en montrant du doigt le magazine, il faut me donner les moyens de promouvoir mes idées.» «Il aime profondément son job de ministre, mais il a aussi plaisir à influencer intellectuellement la majorité et le président», résume Stanislas Guerini. De son côté, l'historien de l'éducation Claude Lelièvre le décrit comme «le ministre de l'éducation le plus communicant et politicien depuis trente ans».

A l'Elysée, le secrétaire général Alexis Kohler juge réussie la transformation de ce «technicien» en «politique». Et apprécie «l'ampleur des réformes conduites depuis le début du quinquennat». «Il s'est imposé comme véritable patron de son administration», juge le bras droit du président. Alors que la promesse macronienne du spoil system n'a été que partiellement remplie, lui a aussitôt remplacé ses trois directeurs généraux d'administration centrale et opéré un vaste mouvement de recteurs. «J'ai gardé les bons, j'assume», revendique-t-il. Au risque, parfois, d'être critiqué en interne pour une forme d'autoritarisme...

En arrivant à BFM-TV, où il était convié chez Jean-Jacques Bourdin, vendredi 6 décembre, le ministre a ainsi surpris les autres invités du jour en s'en prenant vertement à un syndicaliste enseignant, dans les couloirs de la chaîne: «Vous ne faites pas de l'information, vous faites de la propagande!», lui a lancé M. Blanquer, qui s'agace des «fausses» simulations véhiculées par les syndicats sur les baisses à venir des pensions. «Ce serait une erreur de me voir comme quelqu'un d'un peu innocent et sûr de lui qui n'accepterait

pas d'être contredit, se défend aujourd'hui M. Blanquer. J'aime beaucoup cela quand on a un autre point de vue que moi. Mais dès lors qu'on reste dans un débat qui fait avancer.»

Dans les coulisses de la Macronie, certains l'imaginent déjà plus haut. Pendant la campagne des européennes, alors que l'hypothèse d'un changement de premier ministre circulait, son ami Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, avait lancé pour plaisanter, alors qu'il se trouvait rue de Grenelle: «La prochaine réunion se tiendra donc à Matignon, c'est ça?» Ça n'a fait rire M. Blanquer qu'à moitié. Le ministre, qui dit être là pour «servir» le président, veille à ne pas laisser prise au moindre soupçon de déloyauté. «Il n'aime pas la politcaillerie, ce n'est pas un homme de combinaisons», confirme un proche d'Emmanuel Macron. Ainsi M. Blanquer a par exemple regretté que la réception de vingt parlementaires prolaïcité, rue de Grenelle, en pleine tempête sur le voile, ait pu être perçue comme l'amorce de la constitution d'un courant. «Je n'ai pas du tout l'impression qu'il veuille être calife à la place du calife», soutient Marlène Schiappa.

Mais d'autres de ses proches assurent qu'il se prépare à toutes les éventualités. «Il n'a pas quitté ses hautes fonctions au sein de l'éducation pour y retourner dans cinq ans», précise ainsi la députée LRM de Paris Olivia Grégoire, convaincue que «sa carrière politique est devant lui» et qu'il a «l'étoffe pour Matignon». «Il n'ex-

primera jamais une ambition personnelle, ne dira pas qu'il veut aller plus haut, mais il réunit toutes les conditions pour, au cas où», poursuit l'élue.

«Symbiose intellectuelle»

Entouré de «visiteurs du soir», prêts à l'aider à réfléchir et à trouver le bon positionnement, le ministre soigne son réseau. Lui qui se dit en «symbiose intellectuelle» avec le président s'affiche aussi de façon régulière avec Brigitte Macron, qu'il «adore». Et alors qu'il vit comme un «moine», il ne rechigne pas à sortir dîner, pour ouvrir son horizon. Un soir de novembre, l'un de ses amis lui envoie ce texto: «Je suis en train de dîner avec Michel Wieviorka [M. Blanquer est très proche du sociologue] et Daniel Cohn-Bendit [qu'il ne connaît pas], on t'embrasse!» «J'arrive!», répond aussitôt le ministre, ravi de rencontrer l'ancien leader de Mai 68, que Macron consulte. «Blanquer est suffisamment bon, intelligent et habile pour ne pas avoir besoin d'être courtisan», souligne un conseiller élyséen.

Jean-Michel Blanquer, qui a fait remonter des sous-sols du ministère le buste de Jules Ferry pour l'exposer dans le hall d'entrée, assure que sa seule ambition est de rester «le plus longtemps possible» à l'éducation nationale. Cinq ans. Pourquoi pas dix. Après deux ans à réformer au pas de charge, afin de «préparer une génération d'élèves ayant une vraie maîtrise des fondamentaux», il veut

se concentrer sur le périlleux chantier de la revalorisation des salaires des enseignants. Quand il quittera la Rue de Grenelle, il aimerait qu'on dise de son action qu'elle aura permis «un rebond du niveau général» ayant produit «un effet social». «La philosophie à l'école primaire est une philosophie de la consolidation, plaide-t-il. La philosophie à l'œuvre dans la réforme du lycée est une philosophie de la liberté. Dans les deux cas, c'est pour emmener tout le monde vers le haut.»

A Matignon, la tradition veut qu'un premier ministre tout juste nommé plante un nouvel arbre dans le parc. L'espèce retenue dit toujours un peu de lui ou de la manière dont il se perçoit. Nul rite semblable au ministère de l'éducation, mais qu'importe, M. Blanquer a décidé de planter son arbre dans le jardin anglais de l'hôtel de Rochechouart. A côté du platane bicentenaire, dont il aime toucher l'écorce pour «sentir comment l'arbre soulève la terre», le ministre a choisi de placer un ginkgo biloba, appelé aussi «arbre aux quarante écus». Un «arbre porteur de symboles», dit-il. Cette espèce, née avant l'apparition des dinosaures, appartient à la plus ancienne famille d'arbres. Aujourd'hui, au Japon, l'un d'eux est âgé de plus de 1 200 ans. On lit même que le ginkgo biloba est un être vivant potentiellement immortel. ■

par Solenn De Royer





FRANCE

Delevoye, maillon affaibli du gouvernement

Le haut-commissaire aux retraites est fragilisé après les révélations de ses liens avec le monde de l'assurance

Longtemps considéré comme une pièce maîtresse dans l'équipe d'Emmanuel Macron, Jean-Paul Delevoye est-il en train d'en devenir le maillon faible? Sa stature s'est, en tout cas, légèrement tassée avec la controverse qui éclaté, lundi 9 décembre, autour de l'existence d'un possible conflit d'intérêts éclaboussant le haut-commissaire à la réforme des retraites. Cette polémique tombe mal pour le gouvernement, en butte à un mouvement social de grande ampleur contre son projet de système universel de pensions, dont les contours doivent être dévoilés, mercredi, par Edouard Philippe. Il fragilise également M. Delevoye, alors même qu'il ne compte pas que des amis au sein de l'exécutif comme de la majorité – ses contradicteurs lui reprochant, entre autres, de la «jouer perso».

Tous ces tracasseries résultent d'un article du Parisien qui explique que M. Delevoye n'avait pas mentionné dans sa déclaration d'intérêts à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), rendue publique samedi, ses liens avec le monde de l'assurance. Le haut-commissaire a rempli le formulaire le 15 novembre, soit plus de deux mois après son entrée au gouvernement. Manifestement, il l'a fait à la va-vite, au vu des nombreuses coquilles orthographiques commises.

«Omission par oubli»

Dans ce document, plusieurs activi-

tés sont mentionnées, comme président du think tank Parallaxe, créé par le réseau HEP Education au sein du groupe IGS, fédération d'associations indépendantes à but non-lucratif. Une fonction pour laquelle il est rémunéré 5368,38 euros net par mois. Il n'oublie pas non plus de signaler qu'il préside – bénévolement – la Fondation de la Chartreuse de Neuville-sous-Montreuil, un monastère du Pas-de-Calais, ou encore l'Association française des orchestres. En revanche, pas un mot sur ses fonctions, à titre gracieux aussi, d'administrateur de l'Institut de formation de la profession de l'assurance (Ifpass). Une négligence un peu ennuyeuse dans la mesure où les entreprises du secteur sont désireuses de vendre leurs produits d'épargne retraite.

«C'est une omission par oubli», a répondu M. Delevoye au Parisien, avant de reconnaître: «Ce n'est pas responsable.» Lundi matin, le haut-commissaire a fait savoir que «pour clore toute polémique», il avait démissionné, avec «effet immédiat», de l'Ifpass. Son communiqué précise qu'il n'a assisté «qu'à trois conseils d'administration» depuis sa nomination en 2017. Comme si de rien n'était, M. Delevoye s'est exprimé, en fin d'après-midi, pendant une dizaine de minutes devant la presse après avoir reçu les partenaires sociaux sans prononcer un mot sur cette affaire.

Au sommet de l'Etat, on se serait

bien passé de cette agitation, tout en relativisant l'impact. «Les faits sont clairs, il s'agit d'un simple oubli concernant une fonction bénévole et Jean-Paul Delevoye a pris la bonne décision pour éviter tout malentendu», explique-t-on à Matignon. Même tonalité du côté de la majorité, où le haut-commissaire bénéficie d'une certaine aura. «Un non sujet», pour Olivier Véran, rapporteur général de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. «Pour qui connaît Jean-Paul Delevoye et à regarder objectivement le niveau des responsabilités bénévoles dont on discute, c'est vraiment du bruit pour rien», réagit Laurent Piestraszewski, député LRM du Nord.

Pour les opposants à la réforme, c'est du pain bénit. Le monde des assurances a trouvé «son meilleur VRP», a ironisé, sur Twitter, la députée européenne LFI Manon Aubry. Son collègue à Strasbourg, David Cormand, ex-patron d'EELV, a dénoncé de son côté «la République des marchands, des conflits d'intérêts et de la vente à la découpe des biens communs». La députée LR Valérie Boyer a jugé que «la Macronie a quelque chose de désespérant dans sa constance à donner des leçons de morale et se croire au-dessus des règles».

Les syndicats, y compris les plus contestataires, sont restés, eux, plus discrets. «C'est clair que le signal n'est pas bon, estime le responsable d'une centrale syndicale. Le mal est fait sans qu'il y ait besoin d'ajouter

quoi que ce soit.» Un autre se perd en conjectures : «J'aimerais bien savoir qui l'a balancé...»

M.Delevoye n'entretient pas toujours des relations paisibles avec l'entourage des plus hautes figures de l'exécutif. En s'opposant frontalement à la volonté d'Emmanuel Macron et Edouard Philippe de laisser ouverte la possibilité d'une application de la réforme aux seuls nouveaux entrants dans le monde du travail – la «clause du grand-père» –, le chiraquien s'est taillé la réputation d'un homme dans sa bulle, soucieux de préserver la pureté de «sa» réforme. «C'est une maladresse incompréhensible, je ne vois pas trop l'objectif, soufflait alors un de ses collègues du gouvernement. Quand vous avez passé dix-huit mois à bosser sur un dossier, par définition vous êtes enfermé dedans et vous avez

l'impression qu'on touche à votre bébé.»«Delevoye, son rôle, c'est de ne jamais perdre l'objectif de vue», pardonne une secrétaire d'Etat.

L'épisode n'avait en tout cas pas contribué à réchauffer des relations déjà fraîches entre Matignon et le haut-commissaire. Opposés sur l'opportunité d'introduire des mesures d'économies pour équilibrer le système de retraites – un objectif affirmé pendant des mois par M. Philippe –, les deux camps n'ont eu de cesse que de s'envoyer des noms d'oiseaux au visage. «Cons de Matignon», aurait tonné le haut-commissaire, selon *Le Canard enchaîné*. «Delevoye n'est pas pédago, c'est à se demander s'il comprend ce qu'il dit, cingle-t-on en retour chez les proches du chef du gouvernement.» Des frottements inévitables, à en croire certains macronistes. «Le fait que la réforme ait été

conçue hors gouvernement a nécessité une période de transition pour que tout le monde s'en sente propriétaire», reconnaît un dirigeant de la majorité.

Les révélations du *Parisien* préfigurent-elles une remise en cause de son rang dans l'organigramme gouvernemental? Pas du tout, assure-t-on à Matignon : «Il a évidemment toute la confiance du premier ministre pour poursuivre sa mission.» Toute cette ébullition n'en constitue pas moins une alerte pour cette figure de la Macronie, qui est censée porter le projet de loi sur les retraites devant le Parlement en 2020. ■

par Raphaëlle Besse Desmoulières, Bertrand Bissuel, Olivier Faye Et Alexandre Lemarié



FAITS DU JOUR



Gilles Le Gendre : « Nous assumons totalement le risque politique »

Selon le président du groupe LREM, les députés sont unis sur le dossier des retraites.

LE FIGARO. - Comment le groupe majoritaire aborde-t-il cette réforme ?

Gilles LE GENDRE. - Nous attendons avec impatience les annonces du premier ministre, car cette réforme est emblématique pour nous. Les députés ont confié au gouvernement une sorte de mandat pour réussir. Ils y sont étroitement associés, depuis le début. Le jour venu, nous sommes prêts à enrichir le texte, par exemple sur la pénibilité ou la situation des femmes. En attendant, le groupe tout entier est uni et mobilisé pour expliquer la réforme à nos concitoyens. Et nous allons redoubler d'efforts en ce sens.

Quelle sont vos lignes rouges, vos exigences ?

Ce qui fait le cœur de la réforme. Régime par répartition. Régime universel, mettant fin aux 42 régimes précédents. Un dispositif qui installe l'équité et la clarté là où règnent l'injustice et la confusion. Et le principe intangible de solidarité en faveur des femmes, des travailleurs modestes, des agriculteurs, des carrières hachées... Et aucune retraite inférieure à 85 % du smic. La dernière exigence, c'est le fait qu'un régime solide doit être à l'équilibre. Nous sommes fermes sur ces principes, mais nous devons être imaginatifs et souples sur les transitions. Vis-à-vis des enseignants, par exemple, qui attendent des promesses encore plus précises sur la revalorisation de leurs rémunérations et le niveau de leurs pensions. Si, à l'arrivée, un régime

universel unique est garant de l'équité, la façon dont chaque régime le rejoint peut être spécifique. Si l'objectif est intangible, il n'est pas aberrant que le chemin soit différencié. Il faut du temps, la seule limite, c'est que personne ne puisse croire que la réforme est renvoyée aux calendes grecques.

Certains, dans la majorité, souhaitent l'abandon des mesures paramétriques...

À côté des principes d'universalité et d'équité, le groupe adhère au devoir de responsabilité : ce qui veut dire qu'à terme, le régime des retraites doit être durablement à l'équilibre. Il n'y a pas une personne dans le groupe qui considère que ce sujet soit mineur. En revanche, la façon et le rythme pour atteindre cet équilibre se discutent. C'était peut-être un peu rapide d'affirmer que nous ne rentrerions dans le nouveau régime que lorsque les finances du précédent auraient été rétablies. Aujourd'hui, ce qui est important, c'est de fixer un objectif d'équilibre crédible et de définir la trajectoire. Soyons réalistes, dans toute réforme, il y a du sucré et du salé. Il faudra que nous soyons plus nombreux à travailler plus longtemps. Pour ce faire, il faut que le marché du travail soit plus favorable à l'emploi des seniors.

La réforme est dévoilée tard

Il est légitime qu'un sujet aussi sensible pour les Français que leur avenir puisse susciter leur inquiétude. Une réforme aussi ambitieuse, qui

avait été évitée pendant des années par les gouvernements précédents, représente un risque politique que nous assumons totalement. Nous la menons sans provocation et toujours dans la concertation. Tant que celle-ci n'était pas achevée, il était impossible d'arrêter un projet définitif. Et tant pis si certains en tirent argument pour nous accuser de flottement ou d'hésitation. C'est la vraie vie ! Quand j'entends Xavier Bertrand et Éric Woerth nous faire la leçon, je suis stupéfait. Leurs réformes dont ils sont si fiers, il fallait les recommencer tous les quatre ou cinq ans ! Ils voudraient que nous allions plus vite et tapions plus fort pour nous faire échouer. Nous, nous souhaitons que la France réussisse !

Des députés relèvent une démobilisation, un absentéisme croissant...

Notre mobilisation pour la réforme des retraites démontre le contraire ! J'ai cru comprendre que notre groupe n'est pas le seul dans ce cas. Les députés exercent leur mandat différemment, certains veulent être plus présents en circonscription, beaucoup sont engagés dans des missions que leur a confiées le gouvernement. Le fait d'être tous là à tout moment n'est pas une nécessité. Ce qui compte, c'est que les lois soient travaillées et votées, ce qui est le cas. Les réunions de groupe plénières connaissent des fréquentations variables. Mais les vingt-trois groupes d'animation que j'ai créés autour des chantiers de l'acte II du quinquennat font le plein. Le climat est excellent.



Gilles Le Gendre : « Quand j'entends Xavier Bertrand et Éric Woerth nous faire la leçon, je suis stupéfait. Leurs réformes dont ils sont si fiers, il fallait les recommencer tous les quatre ou cinq ans ! » Photo : J.-C. MARMARA/LE FIGARO

La discipline collective n'est pas toujours respectée...

Les lois sont votées. Nous sommes faits comme ça. La discipline n'est pas notre marque de fabrique. Mais la loyauté et la solidarité, oui. Où est le problème ?

Le groupe subit des défections, craignez-vous de perdre la majorité absolue ?

Je ne vis pas avec cette peur au ventre et je n'y crois pas. Ce qui unit ce groupe est extrêmement puissant. Il y a la personne du président, mais aussi l'aventure que nous menons collectivement. Les municipales sont un facteur de turbulences et de rivalités, mais nous échangeons en permanence avec Stanislas Guerini, le délégué général du mouvement, pour que celles-ci aient le moins d'impact sur la vie du groupe.

Vous évoquez le lien avec le chef de l'État. Or des députés LREM n'hésitent plus à le critiquer...

Notre élection a créé les conditions d'un compagnonnage inaltérable entre le président et sa majorité. La liberté de parole n'entame pas le lien et le président l'apprécie. Parfois, il doit nous trouver exubérants. Mais moi qui connais ce groupe et qui l'aime, je sais que tout cela est fondé

sur une grande confiance. La fronde, pas chez nous !

Avez-vous alerté le président sur les risques d'une distance qui s'installerait avec sa majorité ?

Je n'ai jamais mis en garde le président contre les risques d'une dégradation de sa relation avec le groupe. L'appétit pour une relation étroite reste intact. Ma responsabilité est de l'informer sur l'état d'esprit des députés et le tenir au courant des décisions importantes que je prends pour l'animer.

Doit-il voir davantage les députés ?

Ce sera toujours apprécié par eux. ■

par Mathilde Siraud@mathilde_sd

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« Si, à l'arrivée, un régime universel unique est garant de l'équité, la façon dont chaque régime le rejoint peut être spécifique »

LA GAUCHE AFFICHE SON UNITÉ

Ce mercredi soir à la bourse du travail de Saint-Denis, de 20 heures à 22 heures, la gauche va manifester son unité contre la réforme des retraites, d'Olivier Besancenot (NPA) et Nathalie Arthaud (LO) à Virginie Rozière (Radicaux de gauche) et Guillaume Lacroix (PRG). Même les anciens ne se souviennent plus très bien de la dernière fois où un tel arc de la gauche s'est retrouvé en meeting. Même pas pour le « non » au référendum pour une constitution européenne puisque le PRG y était favorable. À la tête du PCF, qui a lancé l'initiative, Fabien Roussel égrène les noms avec gourmandise : « *Adrien Quatennens (LFI), Julien Bayou (EELV), Olivier Faure (PS)...* » La tribune sera belle pour une gauche qui souffre d'explosions quasi quotidiennes depuis des années. « *Les niveaux d'exigences et de revendications ne sont pas les mêmes, mais tous nous convergents* », indique Roussel. « *Nous venons mais il ne faut pas croire que nous changeons pas notre discours* », s'amuse Maryse Carrère à la tête du PRG. La première partie de la soirée sera réservée aux syndicats. Ce meeting commencera au moment même où Édouard Philippe prendra la parole au 20 heures devant les Français, sur TF1, mais Roussel n'attend rien des annonces du chef du gouvernement : « *Il m'a déjà répondu publiquement mardi à l'Assemblée nationale. Il maintient sa réforme par points et donc la baisse générale des pensions. Il a décidé d'aller jusqu'au bout, nous aussi.* » S. D. R.

